

# COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SEINE EURE

## STATUTS MODIFIÉS

---

### COMPETENCES OBLIGATOIRES

#### 1°) Développement économique

En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

#### 2°) Aménagement de l'espace communautaire

En matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ; création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ; organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L 3421-2 du même code.

#### 3°) Equilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire

En matière d'équilibre social de l'habitat : programme local de l'habitat ; politique du logement d'intérêt communautaire ; actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ; action, par des opérations d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

#### 4°) Politique de la ville dans la communauté

En matière de politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

#### 5°) Accueil des gens du voyage

En matière d'accueil des gens du voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° et 3° du II de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

#### 6°) Collecte et traitement des déchets

Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

#### 7°) GEMAPI

Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du Code de l'environnement, comprenant :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydraulique ;
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;

- la défense contre les inondations et contre la mer ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

#### 8°) Assainissement des eaux usées

Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.).

#### 9°) Eau potable

Eau potable, dans les conditions prévues à l'article L.2224-7 du CGCT.

#### 10°) Gestion des eaux pluviales urbaines

Gestion des eaux pluviales urbaines dans les conditions prévues à l'article L.2226-1 du CGCT.

### **COMPÉTENCES SUPPLÉMENTAIRES**

1°) Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire.

2°) En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

3°) Action sociale d'intérêt communautaire qui sera gérée par le biais d'un Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS);

4°) Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

Lorsque l'exercice des compétences obligatoires ou supplémentaires est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté.

### **COMPÉTENCES FACULTATIVES**

1°) Le développement et l'harmonisation des moyens de gestion électronique de l'information, boucle locale de télécommunications.

2°) Accès aux Technologies de l'Information et des Communications:

Très haut débit: prise de compétences dévolues par l'article L1425-1 du code général des collectivités territoriales pour le développement et la fourniture du très haut débit, sur le territoire de l'agglomération, par la conception, la réalisation et l'exploitation d'infrastructures de communications électroniques à haut et très haut débit, acquérir à cet effet des droits d'usage ou des infrastructures et/ou réseaux existants.

3°) Les rivières : la compétence "rivières" comprend les travaux exécutés pour faciliter la libre circulation des eaux, l'entretien et la réfection des ouvrages hydrauliques, la réfection et la consolidation des berges, à l'exclusion des interventions, relevant des responsabilités de police des maires, lors des inondations.

4°) Les espaces naturels : les espaces et parcs naturels sensibles et protégés, réserve ornithologique, la création et l'entretien des sites forestiers et des mares.

5°) Développement des énergies renouvelables

6°) Construction, aménagement, entretien et gestion de la caserne de gendarmerie sur la commune de Louviers et de la caserne de gendarmerie sur la commune de Gaillon ; entretien et gestion de la caserne de gendarmerie sur la commune de Pont de l'Arche.

7°) Création, entretien et exploitation d'infrastructures de charges nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides.

8°) Élaboration du plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics

9°) Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements et de sites touristiques :

- participation au syndicat mixte de gestion de la Base de plein air et de loisirs de Léry-Poses,
- études, aménagement et gestion des lacs de Tosny et de Venables,
- études, aménagement et gestion de pontons pour croisiéristes.

10°) Le soutien à l'association des chemins de fer de la vallée d'Eure

11°) Création, aménagement et entretien de circuits de pistes cyclables et pédestres indépendantes de la voirie

12°) Aménagement et entretien des voies ferrées désaffectées dans la vallée d'Eure

13°) Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements liés au développement économique, notamment l'immobilier d'entreprises et les centres de services

14°) Le Réseau Local de Promotion de la Santé: mise en réseau et coordination des acteurs de santé, développement du Contrat Local de santé

15°) Construction, aménagement, entretien et gestion d'une maison de santé pluridisciplinaire à Gaillon et ses antennes

16°) Les opérations de propreté urbaine :

- le balayage et le nettoyage des bordures-caniveaux liées aux réseaux d'eau pluviale,
- le balayage et le nettoyage des espaces piétonniers classés dans le domaine public (trottoirs, places), en dehors des parcs et jardins, sur les communes de Louviers et Pont de l'Arche.
- le balayage et le nettoyage des espaces piétonniers classés dans le domaine public de la dalle du germe de ville de Val de Reuil, de la cour de la Lance et des Mousquetaires, y compris escaliers, rampes et coursives y accédant et parkings imperméabilisés du domaine public communal.
- le vidage des corbeilles situées sur le domaine public communal des communes de Louviers, Pont de l'Arche et du secteur de Val de Reuil concerné par le nettoyage (la fourniture et la pose des corbeilles ne sont pas d'intérêt communautaire hormis celles affectées au transport collectif, aux points d'apport du verre et du papier et aux zones d'activités)
- la résorption des dépôts sauvages situés sur le domaine public communal sachant que l'organisation de la lutte contre les dépôts sauvages relève de la responsabilité des communes (pouvoir de police du maire).

Le nettoyage des marchés forains reste de compétence communale.

17°) Investissement et fonctionnement du réseau de chaleur existant sur le territoire de la commune de Gaillon

18°) Accompagnement d'actions en faveur de la sauvegarde, de la réhabilitation et de la valorisation du patrimoine naturel et

du patrimoine bâti ancien et/ou remarquable

#### 19°) Actions en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle

20°) La compétence enfance jeunesse qui porte sur la reprise ou la création des dispositifs réglementaires passés avec les partenaires institutionnels dont la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) ~~des contrats enfance jeunesse et petite enfance passés avec la Caisse d'Allocations Familiales du Département de l'Eure.~~

A ce titre mise en place et coordination des activités périscolaires et extra-scolaires relevant des contrats enfance jeunesse et accueil de loisirs sans hébergement des enfants et des adolescents en organisant leur accueil dans les locaux propres ou mis à disposition par les communes dans le cadre de conventions.

Développement et valorisation de l'accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans à domicile ou dans des structures collectives. Signature, cofinancement et réalisation ou coréalisation de contrats relatifs à la politique en faveur des enfants mise en place par les partenaires institutionnels.

Apport d'information et de soutien aux assistantes maternelles et aux parents par les Relais d'Assistants Maternelles (R.A.M.) Relais Petite-Enfance (RPE) et/ou Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) dans les locaux mis à disposition par convention par les communes ou propres à la communauté d'Agglomération Seine Eure (CASE).

L'exercice de cette compétence est limité aux établissements suivants :

##### En matière de petite enfance :

~~Gestion des structures de la petite enfance et des Relais Assistants Maternelles (RAM) :~~

~~« La Ribambelle » en Vallée d'Eure,~~

~~« Roule Doudous » itinérant,~~

~~« Ilot Doudous » de Gaillon,~~

~~« Doudou et compagnie » de Gaillon, Crèche de Saint Aubin sur Gaillon,~~

~~Le multi-accueil « le petit monde de Casimir », à Pitres,~~

~~Le multi-accueil « la Farandelle », au Manoir sur Seine, Le multi-accueil « les Cabrioles », à Igoville,~~

~~Le relais assistante maternelle « Mille et un poussin », au Manoir sur Seine.~~

~~Gestion des structures de petite enfance suivantes sur la commune de Pont de l'Arche :~~

~~Le multi-accueil « Bidibul » : crèche de 40 berceaux pour les enfants de 2,5 mois à 6 ans, Le Relais d'Assistants Maternelles « A petits pas »,~~

~~Le lieu d'accueil parents enfants « A petits pas »,~~

~~Le lieu d'écoute psychologique et familiale.~~

COMMUNES	STRUCTURES
CLEF VALLEE D'EURE et itinérant	R.P.E LA RIBAMBELLE
ITINERANT	R.P.E LE ROUL DOUDOUS
GAILLON et itinérant	R.P.E L'ILLOT DOUDOUS
GAILLON	MULTI-ACCUEIL DOUDOUS ET COMPAGNIE
SAINT AUBIN SUR GAILLON	MICRO CRECHE
PITRES	MULTI ACCUEIL LE PETIT MONDE DE CASIMIR
LE MANOIR SUR SEINE	MULTI ACCUEIL LA FARANDELLE
LE MANOIR SUR SEINE	R.P.E MILLE ET UN POUSSIN
IGOVILLE	MULTI ACCUEIL LES CABRIOLES
PONT DE L'ARCHE	MULTI ACCUEIL BIDIBUL
PONT DE L'ARCHE et itinérant	R.P.E A PETITS PAS
PONT DE L'ARCHE	LIEU D'ACCUEIL ENFANT/PARENTS ( LAEP) A

PONT DE L'ARCHE	PETITS PAS LIEU D'ECOUTE PSYCHOLOGIQUE ET FAMILIALE
-----------------	---

Construction, aménagement, entretien et gestion des crèches interentreprises.

Les structures de la commune de Pont de l'Arche seront ensuite regroupées en un équipement unique dont la construction sera achevée en 2023 débutera en 2019.

Construction, aménagement, entretien et gestion des crèches interentreprises

#### En matière de jeunesse :

##### Gestion des Accueils de Loisirs Sans Hébergement :

"Le monde des couleurs, La maison du temps libre et" Le garage" d'Alizay, "Les Fripouilles de Criquebeuf sur Seine,  
"L'ALSH "des Damps,

"La Ruche de Terres de Bord (Montaure), "L'annexe " de Martot,

"L'ALSH "de Léry, "L'ALSH "de Poses,

"L'ALSH d'Acquigny, "L'ALSH li d'Andé,

"L'ALSH de Vraiville et son annexe sise sur la commune de Saint Didier des Bois, "L'ALSH " de la Saussaye,

« ALSH La Canopée » du Val d'Hazey,

« Le Petit Prince » de Gaillon,

« Le Chat Perché » de Saint Pierre de Bailleul,

« Les Canailloux » de Fontaine Bellenger,

"ALSH" de Fontaine Heudebourg, "ALSH" de Saint Aubin sur Gaillon, "ALSH" de Courcelles sur Seine,

"ALSH" à Amfreville sous les Monts, "ALSH" au Manoir sur Seine, "ALSH" à Pitres.

COMMUNE	ALSH	Temps d'intervention *
ACQUIGNY	LES MOUSSAILLONS	EX et PS
ALIZAY	LE MONDE DES COEURS	EX et PS
	LA MAISON DU TEMPS LIBRE	EX et PS
	LE GARAGE	EX et PS
	ALSH	Ex ET PS
AMFREVILLE SOUS LES MONTS		
ANDE	LE CLIC	EX et PS
COURCELLES SUR SEINE	LES NYMPHEAS	EX
		PS (uniquement le mercredi)
CRIQUEBEUF SUR SEINE	LES FRIPOUILLES	EX et PS
LA SAUSSAYE	ESPACE ANIMATION	EX et PS
LES DAMPS	L'ILE AUX ENFANTS	EX et PS
LERY	LE JARDIN DES EMOTELLES	EX et PS
LE MANOIR SUR SEINE	ALSH	EX et PS
PITRES	ALSH	EX et PS
MARTOT	L'ANNEXE	PS, EX et STAGES DECOUVERTES
POSES	LA PETITE PAUSE	EX et PS
TERRES DE BORD/MONTAURE	LA RUCHE	EX et PS
VRAIVILLE/SAINT DIDIER DES BOIS	LES VRAIS MIGNONS	EX et PS

SAINT DIDIER DES BOIS	LES PETITS LOUPS DES BOIS	PS
GAILLON	LE PETIT PRINCE	EX et PS (uniquement le mercredi)
LE VAL D'HAZEY	LA CANOPEE	EX et PS (uniquement le mercredi)
FONTAINE BELLENGER	LES CANAILLOUX	EX et PS (uniquement le mercredi)
SAINT AUBIN SUR GAILLON	ALSH	EX et PS (uniquement le mercredi)
CLEF VALLEE D'EURE	LES COLIBRIS	EX et PS (uniquement le mercredi)

\*EX: extra-scolaire ; PS: péri-scolaire

Dans le cadre de ses ALSH, l'Agglomération Seine Eure peut accompagner les jeunes du territoire à l'obtention de leur Brevet d'Aptitude à la Fonction d'Animateur (BAFA).

Subventions ~~aux accueils de loisirs pour la jeunesse~~ aux associations agissant pour l'enfance et la jeunesse à caractère privé limitées aux associations suivantes :

« L'office communautaire d'animation et de loisirs » (LOCAL) (Val d'Hazey, Gaillon, Fontaine-Bellenger et Saint Aubin sur Gaillon),

« L'association pour les loisirs éducatifs ~~de Fontaine Heudebourg~~ » (ALEFH) (Clef Vallée d'Eure)

« L'association Espace Condorcet ~~de~~ (Gaillon)

« L'association Espace des 2 rives » (Amfreville sous les Monts, Le Manoir et Pitres)

21°) La compétence « *animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique* » prévue à l'alinéa 12 de l'article 211-7 du Code de l'environnement.

## **ADMINISTRATION GÉNÉRALE - Modification des statuts - Autorisation**

### **RAPPORT**

Monsieur le Maire rappelle aux conseillers que l'arrêté préfectoral DELE/BCLI/2019-15 en date du 14 juin 2019, portant création de la Communauté d'agglomération Seine-Eure issue de la fusion de la communauté d'agglomération Seine Eure et de la communauté de communes Eure-Madrie-Seine, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019, précise les compétences du nouvel établissement.

Les compétences se décomposent en trois grandes catégories, les compétences obligatoires, supplémentaires, facultatives.

Par arrêté préfectoral DÉLE/BCLI/2020-05 en date du 2 mars 2022 les statuts de la Communauté d'agglomération Seine-Eure ont été modifiés.

De nouveaux ajustements doivent être apportés aux statuts au titre des compétences facultatives

Tout d'abord, au titre de la compétence facultative Enfance Jeunesse, la Caisse d'allocations familiales de l'Eure (CAF) a informé la Communauté d'agglomération Seine-Eure qu'il était nécessaire, dans le cadre de ses financements, tant à destination des EPCI que des communes concernées, de préciser les financements des différents temps d'intervention applicables sur les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) du territoire. Sur certains ALSH relevant de l'ancien périmètre de la Communauté de communes Eure-Madrie-Seine pour lesquels la participation à la charge de l'Agglomération ou de la commune n'était pas suffisamment explicite. En effet, les communes concernées assurent la dépense de l'accueil périscolaire des lundis, mardis, jeudis et vendredis.

Il convient donc d'apporter ces précisions dans les statuts afin de permettre à la CAF de verser les financements aux collectivités compétentes.

En outre, la Communauté d'agglomération Seine-Eure est engagée dans le Syndicat Mixte de Gestion de la Seine Normande (SMGSN) avec l'ensemble des acteurs publics concernés. Ce syndicat initialement constitué comme un syndicat de préfiguration va évoluer au 1<sup>er</sup> janvier 2023 vers un syndicat de plein exercice à la carte.

Dans ce cadre, le syndicat souhaite se voir confier l'exercice de la compétence prévue à l'alinéa 12 de l'article 211-7 du Code de l'environnement relatif à « l'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique »

Il est donc proposé de doter la Communauté d'agglomération Seine-Eure de cette compétence, au titre de ses compétences facultatives, afin qu'elle puisse ensuite la déléguer au SMGSN.

Par délibération n°2022-219 en date du 22 septembre 2022, les membres du conseil de la Communauté d'agglomération Seine-Eure ont accepté ces modifications en faisant évoluer les statuts.

Chaque commune membre dispose d'un délai de 3 mois, à compter de la notification de la délibération de la Communauté d'agglomération Seine-Eure, pour se prononcer, à son tour, par délibération, sur cette modification statutaire. A défaut de délibération dans ce délai de 3 mois, la commune sera réputée s'être prononcée favorablement.

A l'issue de ce délai de 3 mois, si les communes membres se sont prononcées favorablement à la majorité qualifiée, la modification des statuts fera l'objet d'un arrêté préfectoral.

Les membres du conseil municipal sont donc invités à se prononcer en faveur des modifications précitées des statuts de la Communauté d'agglomération Seine-Eure

**DECISION :**

**VU** la Loi n°2015-991 en date du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

**VU** l'arrêté préfectoral DELE/BCLI/2019-15 en date du 14 juin 2019 portant création de la Communauté d'agglomération Seine Eure issue de la fusion de la communauté d'agglomération Seine Eure et de la communauté de communes Eure Madrie Seine à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019 ;

**VU** l'arrêté préfectoral DÉLE/BCLI/2020-05 en date du 2 mars 2022 portant modification des statuts ;

**VU** la délibération n°2022-219 en date du 22 septembre 2022, du conseil de la Communauté d'agglomération Seine-Eure autorisant les modifications des statuts.

**DONNE UN AVIS FAVORABLE** pour faire évoluer comme suit les statuts de la Communauté d'agglomération Seine-Eure :

**En compétences facultatives :**

- La compétence Enfance/jeunesse (article 20) est complétée afin de préciser la participation à la charge de l'Agglomération, ou de la commune, des différents temps d'intervention applicables sur les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) du territoire
- La compétence « animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique » prévue à l'alinéa 12 de l'article 211-7 du Code de l'environnement est ajoutée comme compétences facultatives



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
SEINE-EURE**

**CONSEIL DE COMMUNAUTÉ  
SÉANCE DU JEUDI 22 SEPTEMBRE 2022  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

Date de convocation : vendredi 16 septembre 2022

Nombre de conseillers en exercice : 96

Nombre de conseillers présents : 74

Nombre de conseillers votants : 82

**TITULAIRES PRÉSENTS :**

Bernard LEROY - Jean-Marc MOGLIA - Jérémy THIREZ - René DUFOUR - Nathalie BREEMEERSCH - Janick LEGER - Marc-Antoine JAMET - Anne TERLEZ - Jacky BIDAULT - José PIRES - Florence LAMBERT - Richard JACQUET - Laetitia SANCHEZ - Gildas FORT - Nicole LABICHE - Jean-Philippe BRUN - Rachida DORDAIN - Maryline DESLANDES - Nadine LEFEBVRE - Patrick COLLET - Arnaud LEVITRE - Marie-Joëlle LENFANT - François VIGOR - Pierre MAZURIER - Annick VAUQUELIN - Hubert ZOUTU - Alexandre DELACOUR - Serge MARAIS - Jean-Claude COURANT - Daniel BAYART - François CHARLIER - Pierrick GILLES - Véronique BREGEON - Daniel JUBERT - Caroline ROUZEE - Jean-Pierre DUVERE - Marilyne MICHAUD - Albert NANIYOULA - Georgio LOISEAU - Eric LARDEUR - Fanny PAPI - Jacky GOY - Max GUILBERT - Hervé GAMBLIN - Anne-Sophie DE BESSES - Ousmane N'DIAYE - Dominique MEDAERTS - Didier GUERINOT - Philippe COLLAS - Eric JUHEL - David POLLET - Yann LE FUR - Jean-Marie LEJEUNE - Denis NOEL - Odile HANTZ - Jean-Marc RIVOAL - Jacques LECERF - Marie-Claude MARIEN - Joris BENIER - Dominique SIMON - Alain THIERRY - Sylvie LANGEARD - Alexandrine CARRIE - Nicolas QUENNEVILLE - Michel DRUAIS - Frédéric ALLOT - Liliane BOURGEOIS - Christophe CHAMBON - Jean-Michel DERREY - Pascal JUMEL - Stéphanie ROUSSELIN - Jean-Jacques COQUELET.

**CONSEILLER(E)S SUPPLÉANT(E)S PRÉSENT(E)S AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE REMPLAÇANT UN (E)TITULAIRE EXCUSÉ(E) :**

Emmanuelle POCHON, Stella BLOURDIER.

**POUVOIRS :**

François-Xavier PRIOLLAUD à Jean-Pierre DUVERE, Patrick MAUGARS à Eric LARDEUR, Jean-Pierre CABOURDIN à Véronique BREGEON, Diego ORTEGA à Arnaud LEVITRE, Hervé PICARD à Serge MARAIS, Amélie LEBDAOUI à Odile HANTZ, Philippe BODINEAU à Alain THIERRY, Jean-Luc FLAMBARD à Max GUILBERT.

**TITULAIRES ABSENTS EXCUSÉS :**

Charles SAVY - Sandrine CALVARIO.

**ASSISTAIENT ÉGALEMENT**

Régis PETIT - Isabelle THEODIN - Mathieu TRAISNEL - Sid-Ahmed SIRAT - Vincent VORANGER

Secrétaire : Joris BENIER

\*\*\*\*\*

Délibération 2022-219

**DÉLIBÉRATIONS - INTERCOMMUNALITE - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - Compétences facultatives Enfance-Jeunesse et animation/concertation dans les domaines de la prévention du**

Accusé de réception en préfecture  
027-200089456-20220922-lmc118190-DE-1-1  
Date de télétransmission : 27/09/2227/09/22  
Date de réception préfecture :  
27/09/2227/09/22

**risque inondation - Modification des statuts - Autorisation**

**TRANSMIS À LA SOUS PRÉFECTURE LE : 27 septembre 2022**  
**AFFICHÉ LE : 28 septembre 2022**



2022-219 - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - Compétences facultatives Enfance-Jeunesse et animation/concertation dans les domaines de la prévention du risque inondation - Modification des statuts - Autorisation

**RAPPORT**

Monsieur LEROY rappelle aux membres du conseil que l'arrêté préfectoral DELE/BCLI/2019-15 en date du 14 juin 2019, portant création de la Communauté d'agglomération Seine-Eure issue de la fusion de la communauté d'agglomération Seine Eure et de la communauté de communes Eure-Madrie-Seine, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019, précise les compétences du nouvel établissement.

Les compétences se décomposent en trois grandes catégories, les compétences obligatoires, supplémentaires, facultatives.

Au titre des compétences facultatives, la Communauté d'agglomération Seine-Eure gère la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des nouvelles gendarmeries sur le territoire. A ce titre, elle a porté la construction de la nouvelle gendarmerie située sur la commune de Louviers.

Par délibération n°2019-222 en date du 19 septembre 2019, une procédure de modification des statuts a été engagée afin d'ajouter à cette compétence facultative l'entretien et la gestion de la caserne de gendarmerie sur la commune de Pont de l'Arche.

Par arrêté préfectoral DÉLE/BCLI/2020-02 en date du 10 janvier 2020 les statuts de la Communauté d'agglomération Seine-Eure ont été modifiés en ce sens.

Par délibération n°2021-226 en date du 21 octobre 2021, une nouvelle procédure de modification des statuts a été engagée afin d'intégrer aux compétences obligatoires les compétences suivantes :

- assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) ;
- eau potable, dans les conditions prévues à l'article L.2224-7 du CGCT ;
- gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 du CGCT.

En outre cette modification a complété la compétence facultative « Construction, aménagement, entretien et gestion de la caserne de gendarmerie sur la commune de Louviers ; entretien et gestion de la caserne de gendarmerie sur la commune de Pont de l'Arche ». Par « Construction, aménagement, entretien et gestion de la caserne de gendarmerie sur la commune de Louviers et de la caserne de gendarmerie sur la commune de Gaillon ; entretien et gestion de la caserne de gendarmerie sur la commune de Pont de l'Arche »

Enfin le terme « compétences optionnelles » figurant dans les statuts a été remplacé par « compétences supplémentaires »

Par arrêté préfectoral DÉLE/BCLI/2022-05 en date du 2 mars 2022 les statuts de la Communauté d'agglomération Seine-Eure ont été modifiés en ce sens

De nouveaux ajustements doivent être apportés aux statuts au titre des compétences facultatives.

Tout d'abord, au titre de la compétence facultative Enfance Jeunesse, la Caisse d'allocations familiales de l'Eure (CAF) a informé la Communauté d'agglomération Seine-Eure qu'il était nécessaire, dans le cadre de ses financements, tant à destination de l'EPCI que des communes concernées, de préciser les financements des différents temps d'intervention applicables sur les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) du territoire.

Sur certains ALSH relevant de l'ancien périmètre de la Communauté de communes Eure-Madrie-Seine pour lesquels la participation à la charge de l'Agglomération ou de la commune n'était pas suffisamment explicite. En effet les communes concernées assurent la dépense de l'accueil périscolaire des lundis, mardis, jeudis et vendredis.

Il convient donc d'apporter ces précisions dans les statuts afin de permettre à la CAF de verser les financements aux collectivités compétentes.

En outre, la Communauté d'agglomération Seine-Eure est engagée dans le Syndicat mixte de gestion de la Seine normande (SMGSN) avec l'ensemble des acteurs publics concernés. Ce syndicat initialement constitué comme un syndicat de préfiguration va évoluer, au 1<sup>er</sup> janvier 2023, vers un syndicat de plein exercice à la carte.

Dans ce cadre, le syndicat souhaite se voir confier l'exercice de la compétence prévue à l'alinéa 12 de l'article 211-7 du Code de l'environnement relatif à « *l'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique* ».

Il est donc proposé de doter la Communauté d'agglomération de cette compétence, au titre de ses compétences facultatives, afin qu'elle puisse ensuite la déléguer au SMGSN.

Les membres du conseil sont donc invités à se prononcer en faveur des modifications précitées.

Il convient de rappeler que l'ensemble des conseils municipaux des communes-membres devra également se prononcer sur la modification des statuts de la Communauté d'agglomération.

### **DECISION**

**Le conseil communautaire** ayant entendu le rapporteur et ayant délibéré,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** l'arrêté préfectoral DELE/BCLI/2019-15 en date du 14 juin 2019 portant création de la Communauté d'agglomération Seine Eure issue de la fusion de la Communauté d'agglomération Seine-Eure et de la Communauté de communes Eure-Madrie-Seine à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019 ;

**VU** l'arrêté préfectoral DÉLE/BCLI/2020-02 en date du 10 janvier 2020 portant modification des statuts ;

**VU** l'arrêté préfectoral DÉLE/BCLI/2022-05 en date du 2 mars 2022 portant modification des statuts ;

**DECIDE** de faire évoluer les statuts de la Communauté d'agglomération Seine-Eure :

En compétences facultatives :

- La compétence Enfance/jeunesse (article 20) est complétée afin de préciser la participation à la charge de l'Agglomération, ou de la commune, des différents temps d'intervention applicables sur les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) du territoire.
- La compétence *« animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique »* prévue à l'alinéa 12 de l'article 211-7 du Code de l'environnement est ajoutée aux compétences facultatives.

**APPROUVE** les statuts modifiés joint à la présente délibération ;

**DIT** que la modification des statuts de la Communauté d'agglomération Seine-Eure fera l'objet d'un arrêté préfectoral après avis des conseils municipaux de chaque commune qui dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au Maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision sera réputée favorable.

**Adopté à l'unanimité.**

Pour copie conforme,  
Le Président.

